

Communiqué de presse

Transition énergétique : au gouvernement de « changer d'attitude »

Montréal, le lundi 18 mars 2024 – Des groupes environnementaux et des groupes citoyens locaux dénoncent les méthodes nuisibles du gouvernement du Québec en matière de développement industriel et s'inquiètent de ce qu'elles impliquent pour le respect de la réglementation environnementale et des mécanismes de consultation publique. Le projet Northvolt n'en est que le plus récent exemple.

Les groupes réitèrent leur demande d'assujettir le projet au processus d'évaluation environnementale, qui comprend la tenue d'un BAPE pour l'ensemble du projet de méga-usine de batteries, afin de rétablir la confiance du public et de répondre à ses nombreuses et légitimes questions.

Dans le contexte des récentes révélations, ils s'inquiètent aussi de l'intention du gouvernement, telle que récemment communiquée par le ministre de l'Environnement, de revoir les modalités du BAPE.

D'ailleurs, [selon un récent sondage Pallas](#), la méthode du gouvernement afin de développer la filière batterie inquiète aussi la population. 62% se dit « préoccupé » ou « très préoccupé » par les conséquences du développement de la filière batterie sur les arbres, les milieux humides, les terres agricoles et les cours d'eau québécois.

Une tendance lourde et nuisible

Au-delà de Northvolt, les groupes s'inquiètent particulièrement du fait que cette tendance du gouvernement à affaiblir la réglementation environnementale et limiter les occasions de consulter le public ne date pas d'hier et semble au contraire prendre de la vitesse. De plus, les groupes réitèrent l'importance de respecter les droits des peuples autochtones et notamment leur droit au consentement libre, préalable et éclairé.

« On s'attarde récemment à Northvolt, mais nos différentes organisations ont dénoncé de nombreux autres projets partout au Québec dans les dernières années. Des projets qui ont profité de raccourcis et assouplissements permis par ce gouvernement », **affirment les groupes environnementaux, dont Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace, Nature Québec et la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)**, citant entre autres la *Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure* adoptée en 2020 pour la relance post-pandémique et qui est toujours en vigueur.

Danger pour la transition et le dialogue social

Nos organisations soutiennent et œuvrent toutes à accélérer la transition énergétique, mais rappellent que celle-ci doit s'opérer de manière cohérente et dans le respect des lois.

« Les moyens choisis pour la transition énergétique ne doivent pas contribuer à empirer la crise en détruisant les milieux naturels ou agricoles à grande valeur économique, sociale et écologique : des milieux stratégiques qui se font de plus en plus rares et qui sont d'une grande valeur pour la santé et la sécurité de la population », **estiment les groupes.**

« Il faut cesser de faire du clientélisme et prendre des décisions à la pièce. Il faut cesser d'employer une approche non concertée et axée sur les gains à courte vue. À terme, cette façon de faire a le potentiel de nuire plus qu'aider la transition en polarisant et limitant le dialogue social », **concluent-ils.**

Respecter des processus démocratiques et prendre le temps de bien faire les choses contribuera à rétablir la confiance du public. Il offrira aussi une meilleure prévisibilité, tant pour la population que pour les promoteurs dont les projets, s'ils sont environnementalement, socialement et économiquement acceptables, se verront ultimement améliorés par le respect de ces processus.

Pour plus d'information :

Nature Québec
Gabriel Marquis, directeur des communications
gabriel.marquis@naturequebec.org ; 581-307-8613

Équiterre
Anthony Côté Leduc, relations médias
acoteleduc@equiterre.org ; 514-605-200

Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED)
Karel Ménard, directeur général
karelménard@fcqged.org ; 514-647-3438

Fondation David Suzuki
Charles Bonhomme, responsable, affaires publiques et communications
cbonhomme@davidsuzuki.org ; 438-883-8348

SNAP Québec
Lorin Thouin, chargée des communications
lorine@snapquebec.org ; 438-377-3562

TRADUCTION - ENGLISH VERSION

Energy transition: The government must "change its attitude"

Montreal, March 18th, 2024 - Environmental groups and local citizen groups are denouncing the Quebec government's harmful approach to industrial development, and are concerned about the implications for compliance with environmental regulations and public consultation mechanisms. The Northvolt project is the most recent example.

All groups are reiterating their demand that the project must be subjected to an environmental assessment process, including a BAPE (*Bureau d'audiences publiques sur l'environnement*) for the entire mega-battery factory project, in order to restore public confidence and answer the many legitimate questions that are being asked.

They are also concerned about the government's intention, as recently communicated by the Minister of the Environment, to review the modalities of the BAPE.

According to [a recent Pallas poll](#), the public is worried about the government's approach to developing the battery industry. 62% said they were "concerned" or "very concerned" about the impacts of battery development on Quebec's forests, wetlands, farmlands and waterways.

A heavy and harmful trend

Beyond the Northvolt project, the groups are particularly concerned about the government's tendency to weaken environmental regulations and limit opportunities for public consultation. The groups reiterate the importance of

respecting the rights of Indigenous peoples, and in particular their right to free, prior and informed consent.

"Northvolt has been the focus of recent attention, but our organizations have denounced numerous other projects throughout Quebec in recent years. Projects that benefitted from shortcuts and flexibilities allowed by this government," say the environmental groups, including Équiterre, the David Suzuki Foundation, Greenpeace, Nature Québec and the Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec), citing among others the *Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure* adopted in 2020 for post-pandemic recovery, which is still in force.

Danger for the transition and social dialogue

Our organizations support and are working towards accelerating the energy transition, but the transition must be carried out coherently and in compliance with the law.

"The means chosen for the energy transition must not contribute to worsening the crisis by destroying natural or agricultural environments. These strategic environments, which are becoming increasingly rare, have great economic, social and ecological value and are important to the health and safety of the population."

"The government must stop taking an uncoordinated, short-sighted approach, making one-off decisions for certain clients. In the long run, this approach has the potential to harm rather than help the transition by polarizing and limiting social dialogue," say the groups.

Respecting democratic processes and taking the time to do things right will help restore public confidence. It will also offer greater predictability, both for the public and for project promoters, whose projects - if deemed environmentally, socially and economically acceptable - will ultimately be improved by respecting the processes.

-30-

For more information:

Nature Québec
Gabriel Marquis, Director of Communications
gabriel.marquis@naturequebec.org ; 581-307-8613

Équiterre
Anthony Côté Leduc, Media Relations
acoteleduc@equiterre.org ; 514-605-200

Fondation David Suzuki
Charles Bonhomme, Manager, Public Affairs and Communications
cbonhomme@davidsuzuki.org ; 438-883-8348